



**PREFECTURE  
REGION ILE DE  
FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°IDF-057-2022-04

PUBLIÉ LE 27 AVRIL 2022

Direction régionale et interdépartementale de  
l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Ile  
de France

IDF-2022-03-23-00008

Accord tacite d'autorisation d'exploiter pour la  
SCEA FERME DU PARADIS à  
VILLAINES-SOUS-BOIS



PRÉFET  
DU VAL-D'OISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction départementale  
des territoires

## SDREA Île-de-France

Cergy-Pontoise, le 23 mars 2022

Affaire suivie par : Elisabeth RAK-LECLER  
Pôle économie agricole et alimentation  
Tél. : 01 34 25 24 27  
Mél. : [elisabeth.rak-lecler@val-doise.gouv.fr](mailto:elisabeth.rak-lecler@val-doise.gouv.fr)  
Réf. : SEAAT/PEAA/2022\_57

à  
SCEA FERME DU PARADIS  
16 RUE DU BELLOY  
95570 VILLAINES SOUS BOIS

Dossier n° 95-2021-32

**DOCUMENT A CONSERVER**

LAR n° : 2C 067 031 1189 0

**Objet** : Demande d'autorisation d'exploiter

**ACCUSE RECEPTION d'un dossier complet –  
MODIFICATIF PARCELLAIRE**

Madame,

En date du 17/12/2021, vous avez déposé un dossier de demande d'autorisation d'exploiter pour les surfaces listées en annexe sur les communes de BELLOY EN FRANCE et SAINT MARTIN DU TERTRE auparavant mises en valeur par l'EARL FREMONT, dont le gérant part à la retraite, pour le projet suivant : agrandissement.

**Le dossier a été enregistré complet au 20/12/2021.**

Conformément aux dispositions de l'article R.331-4 du code rural et de la pêche maritime, **cette demande fera l'objet d'une publicité d'un mois minimum** par affichage en mairie de(s) la commune(s) où est (sont) située(s) le(s) bien(s) et d'une publication sur le site internet de la Préfecture du Val-d'Oise : <https://www.val-doise.gouv.fr/Politiques-publiques/Agriculture-et-forets/Agriculture/Le-controle-des-structures/>

La date d'enregistrement du dossier complet constitue le départ du délai **de 4 mois** dont dispose le préfet de région pour statuer sur votre demande, soit le **20/04/2022**.

**Des candidatures concurrentes portant sur tout ou partie des biens sollicités sur votre demande peuvent être déposées.** La Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture (CDOA) sera alors consultée pour émettre un avis et le délai de 4 mois pourra être porté à 6 mois, conformément à l'article R. 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

.../...

1/3

Direction départementale des Territoires

Service de l'environnement, de l'agriculture et de l'accompagnement des territoires - CS 20105 - 95010 CERGY-PONTOISE CEDEX  
Téléphone : 01 34 25 26 70 - courriel : [ddt-seaat@val-doise.gouv.fr](mailto:ddt-seaat@val-doise.gouv.fr) - site internet <http://www.val-doise.gouv.fr/>

Dans ce cas, vous en serez avisée par courrier qui précisera également les concurrents. **Aucune information sur le contenu de leur demande ne sera délivrée.** En revanche, vous pourrez présenter des observations écrites, éléments qui seront restitués aux membres lors de la tenue de la commission.

**A défaut de notification d'une décision au-delà du délai de 4 mois** (ou 6 mois en cas de prolongation) à compter de la date de dépôt du dossier enregistré complet, **vous bénéficierez d'une autorisation tacite** conformément à l'article R 331-6 du code rural et de la pêche maritime.

Dans le cas où vous bénéficiez d'une autorisation implicite d'exploiter, **le présent courrier valant accusé réception de votre demande sera publié** au recueil des actes administratifs de la préfecture de région d'Ile-de-France et également affiché en mairie de(s) la commune(s) concernées par le(s) bien(s) demandé(s). **Cette publication légale vaudra alors décision.**

**J'attire votre attention sur le fait que le présent courrier ne vaut pas accord des propriétaires et ne préjuge en rien de leurs intentions sur le devenir définitif des terres.** Le bénéficiaire d'une décision d'autorisation d'exploiter, même implicite, doit obtenir l'accord des propriétaires pour mettre en valeur les biens listés en annexe.

**Par ailleurs, et pour votre parfaite information, si les biens, objets de l'opération, ne sont pas mis en valeur, la décision devient caduque à la fin de l'année culturale suivant la décision.**

**Vous pourrez consulter l'information de la publication** en vous connectant au site internet à l'adresse suivante : <https://www.prefectures-regions.gouv.fr/ile-de-france/Documents-publications/Recueil-des-actes-administratifs/>

**En cas de décision défavorable concernant votre demande, vous en serez avisée par courrier. Aucun avis ne sera communiqué par téléphone ou par messagerie électronique.**

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Préfet et par délégation,

*signé*

La cheffe du service de  
l'Environnement, de l'Agriculture et de  
l'Accompagnement des Territoires

Lise DARGENTOLLE

Si vous considérez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, vous pouvez la contester dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication :

- soit par un recours gracieux devant le préfet ou un recours hiérarchique devant le ministre de l'agriculture,
- soit par un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pontoise, soit par courrier, soit par l'application informatique Télérecours, accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Dans le cas d'un recours gracieux ou hiérarchique, en cas de nouveau rejet exprès ou tacite (par absence de réponse dans les deux mois du recours) vous disposez d'un nouveau délai de deux mois pour déposer un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pontoise.

2/3

Direction départementale des Territoires

Service de l'environnement, de l'agriculture et de l'accompagnement des territoires - CS 20105 - 95010 CERGY-PONTOISE CEDEX  
Téléphone : 01 34 25 26 70 - courriel : [ddt-seaat@val-doise.gouv.fr](mailto:ddt-seaat@val-doise.gouv.fr) - site internet <http://www.val-doise.gouv.fr/>

Liste des parcelles concernant la demande de la **SCEA FERME DU PARADIS** :

**MODIFICATIF PARCELLAIRE**

Commune	Référence cadastrale	Surface (en hectare)
BELLOY EN FRANCE	A 0138	3 ha 35 a 70 ca
BELLOY EN FRANCE	D0066	1 ha 85 a 40 ca
BELLOY EN FRANCE	A0139	0 ha 49 a 00 ca
BELLOY EN FRANCE	A0147	2 ha 34 a 40 ca
BELLOY EN FRANCE	A0148	0 ha 09 a 80 ca
BELLOY EN FRANCE	A0160	0 ha 11 a 10 ca
BELLOY EN FRANCE	D0107	0 ha 13 a 81 ca
ST MARTIN DU TERTRE	D0054	3 ha 81 a 61 ca
<b>S/TOTAL</b>		<b>12 ha 20 a 82 ca</b>
BELLOY EN FRANCE	A0144	0 ha 36 a 20 ca
<b>S/TOTAL</b>		<b>0 ha 36 a 20 ca</b>
BELLOY EN FRANCE	D 0049	0 ha 38 a 98 ca
<b>S/TOTAL</b>		<b>0 ha 38 a 98 ca</b>
BELLOY EN FRANCE	C0084	1 ha 16 a 40 ca
<b>S/TOTAL</b>		<b>1 ha 16 a 40 ca</b>
BELLOY EN FRANCE	A0141	0 ha 64 a 80 ca
<b>S/TOTAL</b>		<b>0 ha 64 a 80 ca</b>
<b>TOTAL PARCELLAIRE</b>		<b>14 ha 77 a 20 ca</b>

(suppression des parcelles A 146 pour 0,85ha et D093 pour 2,8240ha)